

Les coûts cachés du libre échange

Partage international n° 62 - Octobre 1993

par Diana Gold Holland

Le Mexique, les États-Unis et le Canada se préparent à arrêter un accord de libre échange en Amérique du Nord (le Nafta), qui permettra la libre circulation des biens et services entre ces trois pays. Ceux qui soutiennent ce projet laissent entendre que le commerce sera stimulé et que de nouveaux marchés s'ouvriront aux milieux d'affaires. Les gouvernements sont impatients de parachever cet accord considéré comme la panacée au malaise économique de ces dernières années. Cependant, après un examen plus attentif, la situation ne semble pas aussi rose et des voix se sont élevées très récemment, à l'intérieur même du Congrès des États-Unis, contre la ratification du Nafta.

Plusieurs représentants mexicains ont été invités par une coalition de groupes canadiens opposés au projet, afin de les associer à leurs efforts de mise en garde du public sur les effets néfastes du Nafta. Ils se sont rendus récemment à Vancouver, au cours d'un forum public qui fut très suivi. Maude Barlow, présidente du « Conseil des Canadiens », organisation nationale opposée au libre échange, introduisit les débats en démontrant que le Nafta, un accord couvrant l'hémisphère nord-américain, loin d'être une corne d'abondance de profits économiques, est en fait destiné à transférer le pouvoir public aux intérêts privés d'un petit nombre d'hommes d'affaires, de sociétés multinationales et de leurs alliés politiques. « *Cet accord mine les réseaux de protection sociale et les niveaux de vie des trois pays signataires, a-t-elle déclaré, créant en fait un quatrième niveau de gouvernement, une entité supranationale qui possède un pouvoir d'arbitrage supplantant les lois nationales, s'édifiant au détriment de l'environnement et renforçant le militarisme.* »

Elle a expliqué que si le Nafta est signé, les intérêts de ces multinationales seront protégés : toute législation sociale, réglementation fiscale ou autre mécanisme réglementaire en usage dans l'un quelconque des trois pays pourra être contesté par le Nafta comme étant contraire aux intérêts

économiques du grand bloc. « *Le Nafta est essentiellement une question de déréglementation, a-t-elle rappelé, car le Nafta pourra pénaliser un gouvernement ayant des dispositions plus favorables que celles qui seront déterminées par l'accord, en matière sociale ou écologique par exemple.* »

De plus, le Nafta crée des droits de propriété privée non seulement sur la possession du sol, mais également sur les banques de sperme, les banques génétiques et sur la propriété intellectuelle telle que les algorithmes informatiques. C'est ainsi qu'avec ses 4 000 pages d'annexes législatives, quantité de stipulations pourront créer des précédents qui réduiront dangereusement les libertés. « *Cet accord, a-t-elle résumé, associe essentiellement les abus politiques du début du 19^e siècle à la technologie du 21^e siècle.* » Judy Rebick, présidente du Comité d'action nationale des femmes et deuxième personnalité à prendre la parole au Forum, a ajouté : « *Avec le Nafta, le capital a la liberté d'aller où bon lui semble, sans restriction et par conséquent sans responsabilité.* »

Depuis la ratification de l'Accord sur le libre échange (le traité qui prépare le Nafta, signé entre les États-Unis et le Canada en 1992), des conditions de travail, typiques du tiers monde, ont commencé à émerger au Canada, où des familles d'immigrés travaillent 60 heures par semaine, chez eux, à des travaux d'assemblage payés à la pièce. La plupart sont rémunérés en dessous du salaire minimum et nombreux sont ceux qui n'ont aucune couverture sociale. Ils ignorent leurs droits tant ils ont désespérément besoin de travail : on rapporte des cas de femmes travaillant pour un dollar canadien de l'heure.

Patricia Hume, l'une des invitées mexicaine, ne fut pas autrement surprise et raconta ce qui se passait dans les *maquiladores*, ces usines de montage et d'assemblage, situées sur une zone de 30 km, le long de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, qui sont exploitées par des patrons multinationaux dans les secteurs de l'automobile, de la chimie, de la pharmacie et de l'électronique. Ces entreprises se sont établies, attirées par le laxisme des réglementations mexicaines sur l'environnement, et par une économie de 20 000 à 30 000 dollars par emploi et par an. Elles importent les pièces à assembler et exportent le produit fini, soumis à des droits de douane volontairement faibles.

Les principales victimes sont les jeunes femmes célibataires qui constituent la majorité de la main-d'œuvre, et qui n'osent pas s'organiser de peur de perdre leur emploi. Attirées par l'espoir d'accéder à un autre mode de vie tel que celui dépeint par la télévision, elles affluent dans les *maquiladoras* pour trouver du travail et un meilleur avenir, et y trouvent en réalité des conditions de sécurité minimales, des salaires avoisinant 3,25 dollars par jour, ce qui est très inférieur au montant requis pour bénéficier d'un niveau de vie même très modeste.

Ces jeunes filles travaillent à proximité de cuves remplies de produits chimiques toxiques, effectuent des travaux de montage débilissants qui détériorent la vue, ou encore sont en contact permanent avec des insecticides, herbicides, hormones, ou autres substances chimiques extrêmement dangereuses. Il n'est pas surprenant de constater un taux élevé de fausses couches et de malformations congénitales graves. Étant donné que les femmes sont soumises à de fréquents tests de grossesse pour pouvoir conserver leur emploi, les avortements clandestins sont devenus la principale cause de décès des femmes.

Les conditions de vie sont aussi mauvaises en dehors de l'usine, a poursuivi Patricia Hume. L'eau est stockée dans des bidons ayant contenu des produits toxiques, et les « squatters » vivent dans des bidonvilles où passent les eaux usées brutes charriant des déchets toxiques. Il n'est pas surprenant que le taux de rotation du personnel dans les *maquiladoras* atteigne 240 % par an. Chaque employé qui part est aussitôt remplacé, de sorte que toute tentative d'activité syndicale se traduit par un licenciement immédiat.

Isaias Garcia, intervenant ensuite en tant que représentant du syndicat des agriculteurs de son pays, a déclaré : « Au Mexique, l'annonce de l'accord a exacerbé tous les problèmes. » Il a expliqué que le gouvernement du président Salinas avait entrepris quatre ans auparavant un programme de « modernisation » pour préparer le Nafta : des modifications constitutionnelles et législatives radicales, donnant aux entreprises multinationales tous les droits et privilèges des entreprises mexicaines, ouvrant ainsi la porte à l'investissement étranger et aux rachats d'entreprises nationales. De grandes entreprises agricoles se sont développées depuis cette date dans le pays, achetant les terres des communautés appauvries pour développer des cultures d'exportation. Les *campesinos* se retrouvent ouvriers agricoles sur leurs propres terres, travaillant 12 heures par jour pour 5 dollars, bien heureux encore d'avoir un emploi. Nombreux sont

ceux qui finissent dans les *maquiladoras* comme « squatters ».

Isaias Garcia a également déclaré que, depuis 1986, lorsque les banques et que la plupart des entreprises d'État ont été privatisées, plus de 100 000 emplois publics ont été supprimés. Le chômage massif qui en a résulté a entraîné l'effondrement d'une grande partie du secteur de la petite entreprise. Les promesses des *maquiladoras* n'ont pas davantage été tenues, les 5 000 entreprises créées n'ayant produit qu'un demi-million d'emplois, alors que trois fois plus seraient nécessaires. Pour aggraver la situation, le gouvernement mexicain a institué un contrôle des salaires afin de maintenir une des mains-d'œuvre les moins chères du monde. Le résultat est que le pouvoir d'achat des familles mexicaines a été réduit de 60 % en moyenne, et qu'elles n'ont plus les ressources pour acheter les produits de première nécessité.

A mesure que ces données étaient assénées, le silence s'est alourdi dans la salle de conférence de Vancouver. Cependant, tous les intervenants ont affirmé tour à tour qu'il y avait de l'espoir et que des zones de lumière émergeaient. Ils ont reconnu que les conditions commençaient à être réunies, de la base jusqu'au niveau international, pour appeler à la mise en œuvre de solutions au niveau local, et adopter des mécanismes diamétralement opposés à ceux du Nafta. Alors que les opprimés commencent à travailler côte à côte, ils commencent à réaliser qu'il n'y a pas d'intérêt à mettre en compétition les travailleurs canadiens et ceux du Mexique, par exemple. « *Tous perdent en emplois et en qualité de vie, a déclaré Patricia Hume, et la seule façon d'y remédier est de se mobiliser puissamment, dans chaque pays et au-delà des frontières.* » Isaias Garcia a ajouté : « *Aucun accord de libre échange ne doit remettre en cause les droits ou le bien-être acquis précédemment, où que ce soit. C'est pourquoi nous organisons des campagnes d'information pour faire connaître les conséquences de cette nouvelle législation.* »

D'après Maude Barlow, on trouve une certaine propension au fatalisme chez les défenseurs de l'accord du Nafta. Ils prônent un modèle économique fondé sur la pauvreté compétitive, dans lequel tout le monde est perdant : « *Ils déclarent que le monde change, (...) que nous devons changer avec lui ou rester en arrière, (...) que nous n'avons pas le choix. Mais rien de tout cela n'est une donnée scientifique immuable. Les accords conclus par les hommes peuvent-être annulés par les hommes.* »

Maude Barlow a conclu que le défi des années 1990

et suivantes sera d'élire des gouvernements qui défendent le peuple et reprennent en main, le pays et le pouvoir. « *Le plus petit dénominateur commun n'est pas la référence sur laquelle établir la qualité de la vie* », a-t-elle affirmé.

Auteur : Diana Gold Holland, collaboratrice de Share International, vit à Vancouver (Canada).

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()